

SOMMAIRE MACROÉCONOMIQUE

Le PIB réel a reculé de 0,6 % (annualisé) au 4^e trimestre de 2025, surtout en raison d'une forte contraction des investissements du secteur privé (-3,78 %). Ce recul s'explique en grande partie par une réduction des stocks après une accumulation importante durant les trimestres précédents.

Il est encourageant de constater que les investissements des entreprises dans les machines et les équipements ont enregistré une légère reprise par rapport au trimestre précédent. Toutefois, les dépenses dans cette catégorie restent bien inférieures aux niveaux d'avant la guerre commerciale.

Les exportations et les dépenses publiques, en particulier les investissements publics, ont été les principaux facteurs positifs de la croissance, contribuant respectivement à 1,73 % et 1,45 %. La consommation des ménages a aussi rebondi, augmentant de 1 % pendant le trimestre.

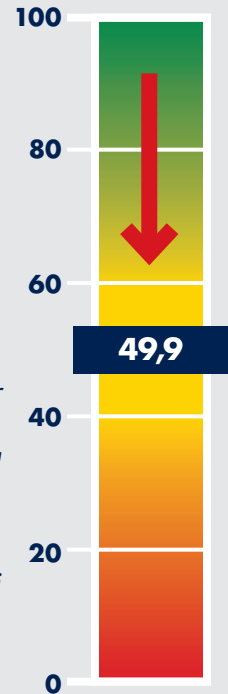
La hausse des dépenses de consommation semble avoir été financée en partie par une réduction de l'épargne, le taux d'épargne des ménages ayant diminué de 5,2 % à 4,4 % par rapport au trimestre précédent.

La hausse des dépenses des ménages et des administrations publiques a entraîné une augmentation de 2,34 % de la demande intérieure finale, inversant ainsi la baisse enregistrée au 3^e trimestre de 2025 (juin à septembre).

Pour l'ensemble de 2025, la croissance du PIB a ralenti à 1,7 %, soit la plus faible performance annuelle depuis la pandémie. Néanmoins, malgré les tensions commerciales persistantes avec les États-Unis, l'économie canadienne est restée étonnamment résistante.

INDICE DE DYNAMISME DU MARCHÉ DU TRAVAIL (IDMT) ***

En raison de la contraction du PIB au 4^e trimestre de 2025, de la baisse du taux de postes vacants et du ralentissement de la croissance des salaires, l'IDMT a reculé à 49,9 pour le trimestre (53,3 au 3^e trimestre). Les conditions du marché du travail se sont détériorées tout au long de 2025 sous l'effet de la guerre commerciale, ce qui explique la tendance à la baisse de l'IDMT.



LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2025

L'année 2025 a été difficile pour les travailleurs canadiens, les tarifs américains et le ralentissement de l'économie nationale ayant pesé sur l'activité du marché du travail. Voici un résumé :

- La croissance de la population active a ralenti à 1,2 % (2,8 % en 2024), en partie à cause du revirement de la politique d'immigration du gouvernement.
- La croissance de l'emploi a chuté à 1,1 % (contre 1,86 %), l'emploi à temps plein n'augmentant que de 0,7 % (1,75 % en 2024), tandis que l'emploi à temps partiel progressait de 2,7 % (contre 2,4 %).
- Le taux de chômage a atteint 7,1 % à la fin de l'été, puis a terminé 2025 à 6,8 %, pratiquement inchangé par rapport à 6,7 % enregistré en décembre 2024. Entretemps, les travailleurs du secteur manufacturier, en première ligne de la guerre commerciale américaine, ont perdu 12 500 emplois, et le taux de syndicalisation a légèrement reculé de 22,2 % à 21,7 %.

127 000

L'emploi à temps plein a augmenté de 127 000 personnes en 2025, contre un peu moins de 300 000 en 2024. Parallèlement, l'emploi à temps partiel a augmenté de 99 000 en 2025, contre 87 000 en 2024.

**30,6 %
couverture
syndicale**

Le taux de syndicalisation est resté stable en 2025, à 30,6 % (31 % en 2024).

TABLEAU DE BORD MACROÉCONOMIQUE

PIB	CHÔMAGE
 -0,6 % 4 ^e trimestre 2025	 6,5 % JAN. 2026
INFLATION DES PRIX À LA CONSOMMATION	INFLATION DES PRIX À LA PRODUCTION *
 2,3 % JAN. 2026	 5,4 % JAN. 2026
CROISSANCE DES SALAIRES	TAUX DE SOUS-UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE **
 3,28 % JAN. 2026	 9,1 % JAN. 2026

*L'inflation à la production est mesurée par l'indice des prix des produits industriels (IPPI).

**La sous-utilisation de la main-d'œuvre correspond à la mesure R8 de Statistique Canada, qui comprend les chômeurs, les chercheurs d'emploi découragés, les personnes en attente d'un rappel ou d'un nouvel emploi et la partie sous-utilisée de l'emploi à temps partiel involontaire.

***L'indice de dynamisme du marché du travail (IDMT) est une mesure moyenne trimestrielle fondée sur un indice à pondération égale établi à partir de données économiques mensuelles, combinant les taux de chômage et d'emploi, la croissance du PIB, les postes vacants et la croissance moyenne des salaires afin de suivre l'évolution des conditions de négociation sur le marché du travail.